

Europe

MADRID : LA DROITE ET L'EXTRÊME DROITE DÉBAPTISENT DES RUES

Jean-Jacques Kourliandsky

08/10/2020

Jean-Jacques Kourliandsky, directeur de l'observatoire de l'Amérique latine de la Fondation, analyse la récente décision de la direction municipale de Madrid – formée d'une alliance des droites – de débaptiser des rues portant le nom de personnalités politiques socialistes de la guerre civile. Un geste qui témoigne de la tension politique régnant en Espagne, dans un contexte sanitaire très critique.

Le 29 septembre 2020, la majorité municipale de la capitale espagnole a décidé de débaptiser les rues portant le nom d'Indalecio Prieto et de Francisco Largo Caballero.

Indalecio Prieto et Francisco Largo Caballero, responsables socialistes espagnols de l'entre-deux-guerres, ont été en première ligne pour tenter de faire face à l'assaut brutal des généraux d'extrême droite contre la République de 1936 à 1939. Le *caudillo*, Francisco Franco, grâce au soutien des troupes fascistes italiennes et de l'aviation nazie, l'ayant emporté, Indalecio Prieto et Largo Caballero, comme beaucoup d'autres, ont pris la route de l'exil. Le Mexique pour Prieto, où il est mort en 1962. Le camp de concentration de Sachsenhausen-Orianenburg pour Largo Caballero, livré par la police de Vichy aux autorités hitlériennes. Revenu très amoindri d'Allemagne, Largo Caballero est mort à Paris en 1946.

Les conseillers municipaux des partis Vox (extrême droite), Parti Populaire (droite), et Ciudadanos (droite) ont abusé de leur légitimité électorale pour renverser preuves et valeurs démocratiques. Selon Javier Ortega Smith, orateur municipal du parti Vox, Indalecio Prieto et Largo Caballero, « personnages sinistres, antidémocratiques, criminels », doivent disparaître de la nomenclature des rues madrilènes. « Tous deux », a-t-il ajouté, « sont représentatifs de totalitarismes [...] et n'ont pas leur place dans les rues de Madrid ». Son collègue du Parti populaire, Borja Fanjul, a présenté la décision comme une réponse au gouvernement de Pedro Sanchez (PSOE/Podemos) auteur, selon lui, d'un « spectacle macabre », le retrait des restes du dictateur Franco du sanctuaire qu'il avait fait construire près de Madrid, au Valle de los Caídos, par plusieurs milliers de prisonniers républicains.

Au mépris de la vérité et des valeurs démocratiques de la Constitution espagnole, les auteurs de cette résolution municipale ont justifié leur initiative en s'appuyant sur l'article 15 de la loi de mémoire historique adoptée en 2007. Cet article demande « aux administrations publiques [...] de prendre toute mesure visant à retirer écussons, insignes, plaques et autres objets ou mentions commémoratives d'exaltation personnelle ou collective du soulèvement militaire de la guerre civile et de la répression de la dictature ».

Le renversement des valeurs sous-entendu par le vote des droites espagnoles relève peut-être pour certains de l'ignorance validée par les batailles partisans. Mais d'autres – ce qui est plus préoccupant pour l'état de la démocratie espagnole – le défendent au nom de la victoire militaire remportée sur la République par les factieux en 1939. Macarena Olona, secrétaire générale du groupe parlementaire Vox au Congrès des députés, a revendiqué de façon implicite une légitimité franquiste supérieure, une semaine avant le vote de ses amis politiques madrilènes, en ces termes : « [le gouvernement] prétend gagner par une loi [la loi de mémoire démocratique] ce qu'ils ont perdu sur le champ de bataille ».

La réconciliation démocratique imaginée au moment de la transition (entre 1975 et 1978) avait fait la part belle aux héritiers de la dictature. Une sorte d'« Alzheimer » avait été consentie par les victimes de l'arbitraire franquiste en échange des libertés. Les démocrates avaient été pardonnés mais non réhabilités. Les familles des 130 000 disparus avaient été priées d'accepter l'oubli.

Quarante-cinq ans après la mort du dictateur, l'État prétend donner un nom aux victimes disparues, effacer les condamnations des démocrates, rendre hommage aux défenseurs de la République, demander à la famille du *caudillo* la restitution de biens publics mal acquis, et suspendre la contribution financière de l'État perpétuant un sanctuaire dédié à un liberticide.

Les droites espagnoles s'y refusent. Le renversement impudique et assumé des faits et des valeurs par l'alliance Vox-Parti populaire-Ciudadanos a pris les démocrates par surprise. Les générations actuelles, celles qui connaissent mal Franco, résultat de quarante ans d'oubli consenti, contestent bien souvent à l'excès leur démocratie imparfaite, au risque de valider des mises à niveau qui n'ont pas lieu d'être entre putschistes et démocrates, entre dictature et république.